



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA HAUTE-MARNE**

-----  
**ANNÉE 2020 – Numéro 100 du 30 décembre 2020**

-----  
**PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE**

**DIRECTION DES SERVICES DU CABINET**

**Service des Sécurités**

Arrêté N° P052-20201230-001 du 30 décembre 2020 portant interdiction de la vente d'alcool à emporter sur l'ensemble du département de la Haute-Marne dans le cadre des fêtes de fin d'année

SERVICE DES SÉCURITÉS

**Arrêté N° P052-20201230-001 du 30 décembre 2020  
portant interdiction de la vente d'alcool à emporter sur l'ensemble du département de la  
Haute-Marne dans le cadre des fêtes de fin d'année**

Le Préfet de la Haute-Marne,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code pénal, notamment les articles 322-11-1 et R. 610-5 ;

**VU** la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de Préfet de la Haute-Marne ;

**VU** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 52-2020-09-260 du 21 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur François ROSA, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 52-2020-09-266 du 21 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Hervé GERIN, Sous-Préfet de Saint-Dizier ;

**CONSIDÉRANT** que suite aux derniers attentats, le territoire national est placé en vigilance « urgence-attentat » depuis le 29 octobre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'État d'urgence sanitaire nécessite la prise de mesures adaptées afin d'assurer l'ordre public et la sécurité sanitaire et afin d'éviter tout attroupement sur la voie publique ayant eu pour conséquence une alcoolisation massive de personnes ;

**CONSIDERANT** qu'il revient au représentant de l'Etat dans le département de prescrire toutes mesures préventives utiles au maintien de l'ordre public ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la vente de boissons alcoolisées à emporter est interdite sur l'ensemble du territoire du département de la Haute-Marne **du jeudi 31 décembre 2020, 18 h 00, au samedi 2 janvier 2021, 8 h 00 ;**

**Article 2** : toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché aux emplacements réservés dans chaque commune concernée à l'apposition des avis officiels.

**Article 4** : le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Saint-Dizier, Langres et Chaumont, les maires des communes de département, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chaumont.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Sous-Préfet de Saint-Dizier,  
Secrétaire général de la préfecture par intérim,

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a horizontal stroke extending to the right.

Hervé GERIN

**Voies et délais de recours** : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Chalons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)